L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No [illegible]

MERCREDI, MARS [illegible]

Revue des Journaux.

Nous trouvons dans le *Picayune* une excellente démonstration sur l'inconstitutionnalité des taxes levées pour les écoles. Elle s'appuie sur l'article III qui porte que tout taxe devra être uniforme et que l'Assemblée Générale livrera une taxe dite *poll tax* sur tous les habitants du sexe masculin au-dessus de 21 ans, pour les écoles et autres objets charitables, laquelle taxe n'excédera jamais une *piastre et demie* [illegible] *quatre cents par an.* Or, on ne [illegible] du tout cette taxe permise, et on la remplace par l'autre taxe de 5 mills. Le bureaucrate d'école [illegible]. Le *Picayune* conclut avec raison que, d'après la Constitution, les écoles et institutions charitables doivent être supportées au moyen de taxes personnelles [illegible] par des taxes de propriété.

Le *Picayune* revient sur un fait souvent signalé par nous : c'est que le salaire des juges de la Cour Suprême est limité par la Constitution et que, malgré cette limitation, les juges touchent des salaires plus élevés, profitant ainsi d'une loi clairement inconstitutionnelle.

Citons encore un article sur les folies et les excentricités de la mode qui peut donner à réfléchir aux personnes du beau sexe. Notre confrère n'est pas le premier qui ait exercé son esprit et sa verve sur cette question. Mais la chose est toujours actuelle, et le plus souvent, inutiles. Les femmes sont un peu ce que les hommes les font. Il dépend donc de ceux-ci de modifier les extravagances de leurs compagnes.

L'intérêt commun des blancs et des noirs est le lien qui doit les réunir sous la même bannière, lorsque cet intérêt sera bien compris de part et d'autre. Jusqu'à présent, dit le *Times*, blancs et noirs ont tiré chacun de leur côté depuis la reconstruction et ils sont loin d'être dans la condition première que devraient leur garantir leurs ressources. Les noirs commencent à s'apercevoir qu'ils ont fait fausse route en suivant les carpet-baggers. Les planteurs ne pouvant plus payer les gages par semaine ou par mois ont adopté, pour la plupart, le travail à la part. Il y a donc déjà intérêt commun dans la production. Pour que cet intérêt s'étende à la politique, le *Times* suggère de stipuler dans les contrats de travail à la part que les travailleurs paieront la moitié des taxes imposées à la propriété exploitée. Le conseil est sage et la preuve c'est que beaucoup de contrats contiennent déjà une clause dans ce sens.

Le *Times* nous assure que le plan de compromis offert par la législature du peuple à celle des banqueroutes et rejeté si dédaigneusement par celle-ci, avait été primitivement offert au nom de l'administration *de facto* Kellogg à la législature du peuple et repoussé par celle-ci. Si pareille offre a été faite, elle de l'a jamais été *officiellement* et tout ce qui s'est passé nous a donné la conviction profonde que M. Kellogg n'a jamais été de bonne foi dans les négociations officieuses relatives à un compromis.

Le *Times* fait, depuis un mois, des appels réitérés à M. Kellogg, et ce dernier n'a pas l'air d'y prêter la moindre attention. Ce à quoi il vise évidemment, c'est à diviser l'opinion publique pour avoir plus facilement raison de la résistance, et la politique du *Times* tend, malheureusement, à affaiblir le sentiment des masses. Remarquons encore que le journal exprime la crainte qu'il soit trop tard pour reprendre le plan de compromis enadit; il faut, dit-il, trouver quelqu'autre expédient. Mais il s'abstient de dire lequel. Pour nous-nous nous en tenons, avec la législature du peuple, au projet primitif, et nous attendons que le *Times* ou M. Kellogg propose quelqu'autre plan, pour le discuter.

Le *Republican* entreprend de démontrer une chose impossible, c'est que les fardeaux de dettes et de taxes sous lesquels gémit la Louisiane ne proviennent pas du régime radical. Il écrit évidemment pour le Nord et non pour la Nouvelle-Orléans. Nous avons maintes fois cité les chiffres officiels et nous ne pouvons les répéter journellement. Le régime radical coute cent millions à la Louisiane, voilà le fait. Quatre ans de plus achèveront la ruine de notre Etat. Quant aux gens du pays qui se sont laissés aller au courant de la corruption et qui ont trinqué avec les radicaux nous les avons dénoncés les premiers, mais ils forment une infime exception dans la population.

LE CABLE FRANÇAIS.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires du câble transatlantique français s'est tenue à Londres, le mois dernier, sous la présidence de M. Monck.

Le président présentait par le rapport est satisfaisante.

Les recettes se sont élevées à.....6,351,000
Les dépenses, y compris la réparation du câble, à.....1,498,025

Il reste un bénéfice net de.....5,853,075

On a résolu pour 6% de distribuer un dividende de 12 p. c., soit 60 fr. par action. Il a déjà été payé quatre dividendes provisoires de 10 fr. chacun; le solde, soit 20 fr. va être actuellement distribués. Il a été décidé, été porté à la réserve une somme de 1,569,025 fr.

Le rapport constate que de sérieuses économies ont été réalisées et que les négociations en vue d'une fusion avec la compagnie anglo-américaine sont en bonne voie. Le tarif des dépêches transatlantiques a pu être diminué de 25 p. c.; cette diminution devra avoir plus importante dans un avenir prochain.

Enfin, le nouveau câble, pour la construction duquel 400,000 obligations 6 p. c. à 93 fr. ont été émises dernièrement, n'est plus chère. Des quatre unions le permettra, le 1er août dernier, à bord duquel une grande partie du câble est déjà emmagasinée, se rendra en route, et tout fait croire que l'expédition sera menée à bonne fin.

Après avoir approuvé les comptes qui lui étaient soumis, l'assemblée a réélu les quatre directeurs sortants.

ENLÈVEMENT DE MARINS.—Le 13 février dernier, quatre matelots de la goélette française *Africaine*, capitaine Ordronneau, disparurent simultanément d'Anvers : l'un d'eux était à peine âgé de quatorze ans.

Le capitaine fut d'autant plus surpris de cette disparition qu'il n'avait cessé d'être en bon rapports avec son équipage, et que ses hommes avaient encore un arriéré de 500 francs à toucher.

Quelle pouvait donc être la [illegible] d'un matelot hollandais Jodi, raconté par les journaux, s'éveilla les soupçons du capitaine français, qui fit part de la disparition de ses hommes au consul de France et à M. Lesseps, commissaire maritime.

Une enquête fut ouverte, dans laquelle un pilote belge déclara que, le 19 du mois dernier, pilotant le trois-mâts anglais *Espoza*, capitaine Curry, à Flessingue, il fut très étonné d'apercevoir sur le pont du navire, qui se rendait à New-York, n'était composé que de treize hommes.

Au Doel, au bas de la rivière, sept matelots, parmi lesquels quatre Français, furent amenés à bord : ces hommes étaient en état d'ivresse; parmi eux se trouvait un enfant de quatorze ans.

L'un des cinq qui avaient amené les matelots paria au capitaine et lui dit : "Nous avons eu beaucoup de peine à vous amener ces hommes, et il a fallu pour cela leur donner une bonne goutte et un fort cigare.

Les malheureux marins étaient dépourvus de tout. Le pilote apprit que les quatre Français n'avaient pas reçu un centime. Quant aux trois autres, ils n'avaient touché qu'une somme très minime.

A Flessingue, le capitaine Curry fit l'achat de quelques paillasses, destinées sans doute à ces malheureux marins. C'est dans ces déplorables conditions que les infortunés ont dû faire le voyage peu agréable, surtout en hiver, d'Anvers à New-York, et il est à espérer que justice sera faite de ce rapt audacieux.

UN FAIT TRÈS GRAVE.—On écrit de Saint-Symphorien-sur-Coise (Rhône) :

Notre population est sous le coup de l'émotion causée par un fait des plus graves.

Au mois de mars 1842, deux paysans du département de la Loire, qui étaient venus au marché de Saint-Symphorien vendre leurs bestiaux, furent, en s'en retournant et à six kilomètres environ de la ville, attaqués par des malfaiteurs, laissés pour morts la route sur et dévalisés.

Un de ces, les nommés L..... et D....., habitants de Saint-Symphorien, se prêtèrent l'objet de soupçons et propos calomnieux de la part de l'un des paysans qui avait survécu. Ici firent un procès en dommages-intérêts.

Le début, d'abord purement civil, devint bientôt criminel, et l'affaire fut portée devant la Cour d'assises du département.

Les témoignages les plus opposés se produisirent, établissant, l'un l'alibi des accusés, les autres leur présence sur le lieu du crime.

Le président, troublé, y mit beaucoup de zèle, et une double condamnation intervint : l'une à perpétuité contre L..... et à quinze ans contre D..... ; l'autre à cinq ans de prison pour deux témoins qui avaient déposé en leur faveur.

Hélas ! nous n'apprenons que l'opinion publique ne saurait jamais bien cet arrêt, et que les témoins condamnés portent encore sur la langue une prononcé dans l'audience le verdict de culpabilité.

Plus de trente ans s'étaient écoulés et le malheureux de cette affaire accompagnait à Saint-Symphorien ces deux derniers, un criminel, le second [illegible] Saint-Symphorien, d'où, au temps de [illegible] Fan [illegible] [illegible] [illegible]